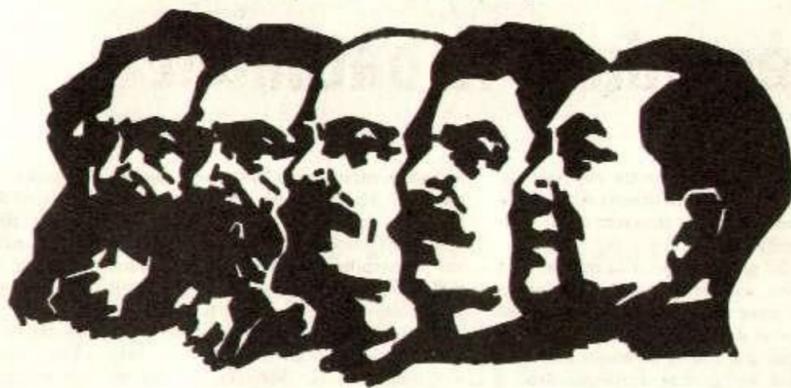


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 57 / 8 FEVRIER 1973 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 69397 LYON CEDEX 3

ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

A moins d'un mois des élections les candidats de tous les partis nous rabachent leurs promesses. Qu'ils soient armés du "Programme de Provins" de la majorité gouvernementale, du "manifeste réformateur" de Lecanuet et Servan Schreiber, ou du "Programme Commun" de la "gauche", tous tentent de faire croire aux masses exploitées que le résultat des votes des 4 et 11 mars peut changer de manière décisive leurs conditions de vie et de travail. Que valent ces promesses ?

Est-ce un hasard si au moment même où sont claironnées ces promesses le silence est fait sur les luttes engagées dans la période pré-électorale, sur les revendications avancées par les ouvriers dans ces luttes : ces luttes sont certes moins nombreuses qu'il y a quelques mois, et la responsabilité en l'affaire de la CGT est d'ailleurs très claire : "Nous ne ferons rien qui serait de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale" (Seguy le 23-11-72). Ces luttes n'en sont pas moins représentatives des aspirations de toute la classe ouvrière.

Pourquoi le silence sur la grève des cadences déclenchée par les ouvrières de la SPLI à Fougères, alors que depuis le 9 novembre chaque jour ces ouvrières déchirent leur ticket de rendement, refusent d'être payées au rendement ? Quel parti dans sa campagne électorale dénonce le salaire au rendement, et l'utilisation qu'en font les capitalistes pour contraindre les ouvriers à accepter les cadences infernales ? Aucun !

Pourquoi le silence sur la grève des mineurs marocains de Cond-sur-Escaut, qui dénonçaient un porion raciste et fasciste, grève à laquelle 98 % des porions se sont opposés, se solidarisant avec leur confrère ? Quel parti dans sa campagne électorale dénonce le despotisme patronal, la maîtrise fasciste et raciste, les milices patronales ? Quel parti dénonce la hiérarchie capitaliste, le rôle de l'armada d'ingénieurs, de cadres d'agents de méthodes... ? Aucun !

Pourquoi le silence sur la grève des travailleurs temporaires de la Somafer où les ouvriers immigrés réclamaient de pouvoir travailler chaque jour et pas plus de 8 h ?

Quel parti a dénoncé dans sa campagne le travail temporaire comme forme d'organisation et d'utilisation du volant de chômage ? Aucun !

Pourquoi le silence sur la liste massive des expulsions des ouvriers immigrés au nom de la circulaire fasciste de Fontanet, pourquoi le silence sur le chantage à l'expulsion que subit plus que jamais maintenant tout ouvrier immigré gréviste ? Pourquoi le silence sur les luttes isolées qui se poursuivent à la Ciotat, Paris... ? Quel parti dans sa campagne, dans son programme, réclame l'abrogation de la circulaire Fontanet ? Aucun !

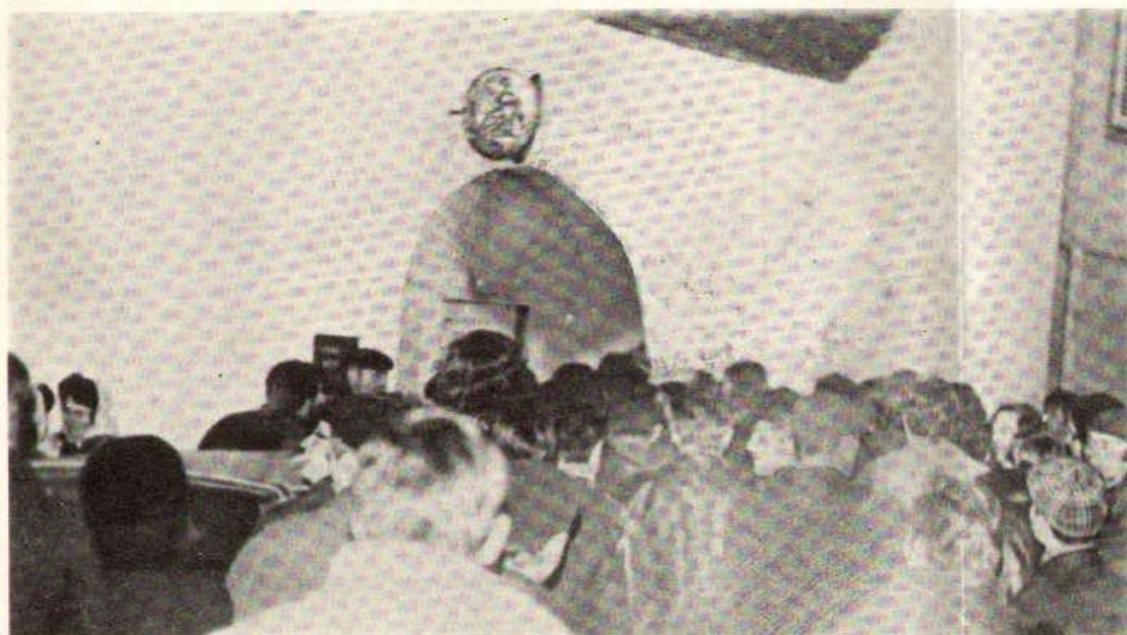
Peu avares de promesses en tout genre, les candidats de tous les partis — cela montre la confiance que peuvent leur faire les travailleurs — sont muets sur ces points là, qui pourtant frappent cruellement de larges couches de la classe ouvrière. Tous y compris les candidats de "l'Union de la Gauche", y compris les candidats du P.C.F. Parce qu'aucun de ces partis n'entend remettre en cause la domination de la bourgeoisie, il ne peut être question pour eux de supprimer les as-

pects les plus cruels de l'exploitation capitaliste.

Non les travailleurs ne voteront pas pour Messmer et les candidats de l'actuelle majorité gouvernementale ! Depuis 15 ans qu'ils siègent au gouvernement, ils ont pris suffisamment de mesures anti-ouvrières (baisse du pouvoir d'achat, chômage, ordonnances sur la Sécurité Sociale, répression des grèves, loi anti casseur...) pour dissiper toute illusion dans la classe ouvrière. Non les travailleurs ne voteront pas pour les "réformateurs" de Lecanuet et de Servan Schreiber ! De l'aveu même de Lecanuet et de Giscard aucun désaccord majeur ne les sépare, et depuis le départ de De Gaulle le réajustement par Pompidou de la politique à l'égard de l'Europe et de l'impérialisme US, ils sont prêts à se redistribuer les portefeuilles du futur gouvernement. Non les travailleurs ne voteront pas pour le candidat de "l'unité de la gauche" ! Derrière le masque de "gauche", derrière les promesses des 1 000 F, des 40 h, de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, se cachent ceux qui, en 44-47 ont restauré les heures

supplémentaires et la semaine de 60 h, bloqué les salaires et laissé monter les prix, se cachent les "socialistes" qui en 48 et 52 faisaient réprimer dans le sang les luttes de la classe ouvrière, se cachent des individus qui dans leurs municipalités augmentent les impôts locaux, expulsent les ouvriers immigrés...

C'est pourquoi en l'absence de candidat qui défende les intérêts révolutionnaires du prolétariat, c'est à l'abstention révolutionnaire que les Communistes Marxistes Léninistes de France appellent les travailleurs. Abstention révolutionnaire, c'est par ce mot d'ordre que nous participerons à la campagne électorale ; c'est ce mot d'ordre que nous propagerons dans les réunions des différents candidats, les forçant à se démasquer comme des défenseurs de l'exploitation capitaliste, de la domination de la bourgeoisie, et y opposant la perspective de la Révolution Proletarienne Armée seule issue qui permette à la classe ouvrière d'améliorer de manière durable ses conditions de vie et de travail.



schirmeck :
◀ les grévistes
de jedy
assiègent le
notaire LEHN
député UDR...
et l'obligent à
rendre des
comptes sur
la vague de
licenciements
en alsace ▶



clermont-ferrand : alskanor grève dans le bâtiment

Les ouvriers du centre régional du trust industriel de bâtiment Alskanor à Clermont Ferrand, viennent de se mettre en grève.

Les 60 grévistes dont la moitié sont portugais, exigent le salaire minimum garanti pour tous, sans distinction de nationalité ni de qualification. Ils veulent aussi que soient affichées avant les chantiers, les primes correspondant à chaque tâche (par exemple le prix d'une pièce en peinture). Jusqu'à maintenant, les ouvriers se tuent au boulot parce qu'ils sont payés uniquement à la tâche. Et avant un chantier, ils ne savent jamais combien ils vont être payés. C'est seulement une fois le boulot terminé que la direction paye selon son bon vouloir... et il se trouve que ce bon vouloir devient de moins en moins bon : ces derniers temps les payés n'ont cessé de diminuer et le travail d'augmenter !

Les ouvriers pensaient à la grève depuis longtemps. Le vase a débordé

quand la direction a fait savoir que les ouvriers étaient trop payés et qu'ils faudrait augmenter les rendements !

La direction comptait sans doute sur l'éparpillement des ouvriers dans différents chantiers, sur la division en corps de métier, sur la division entre ouvriers français et immigrés, sur l'absence de syndicats. Rien de tout cela n'a empêché 55 ouvriers sur 60 de constituer un comité de grève et un cahier de revendications. En plus, ils ont demandé la réintégration de la secrétaire, licenciée sans doute parce qu'elle connaît trop de choses sur les trafics de la comptabilité.

Les 2 grands pontes de la boîte venaient de Paris le 1^{er} février. C'est ce jour là que les ouvriers ont choisi pour débiter leur grève. Ils sont allés les "accueillir" à la gare. Dans la réunion qui a suivi les patrons ont tourné autour du pot, pensant embobiner les ouvriers. Une des 5 équipes a bien repris le 2 février, mais tous les autres

grévistes sont allés empêcher le déchargement du camion de béton.

La direction a fait alors d'autres propositions sur des points secondaires, sur des tarifs pour les différentes tâches, mais n'a pas voulu entendre parler ni du salaire minimum garanti, ni de la réintégration de la secrétaire. Les ouvriers ont décidé de poursuivre, le patron a riposté en annonçant des licenciements.

Les grévistes dès le départ ont contactés les camarades de Front Rouge : ils connaissent le soutien politique et matériel que les camarades avaient apporté au moment de la grève de la SCPC. A noter que le délégué CGT qui devait venir à la réunion du comité de grève du 31 janvier qui a décidé la grève, n'est jamais venu ! Les camarades soutiennent activement la lutte et appellent par tracts et par affiches à la solidarité ouvrière.

Le 3/2/72 correspondant Clermont

condé-sur-escaut

grève des mineurs marocains contre les porions

Le lundi 22 janvier, 300 mineurs marocains de la Fosse Ledoux à Condé sur Escaut, près de Valenciennes, se sont mis en grève avec piquets de grève : ils exigent le départ d'un porion qui a frappé l'un d'entre eux à coups de pelle. Celui-ci blessé au visage, a dû être transporté à l'hôpital. Les mineurs français ont soutenu leurs camarades par une grève le mercredi, tandis que les agents de maîtrise, en fidèles larbins du capital, se solidarisent avec le contremaître raciste fasciste qui avait agressé l'ouvrier marocain. Les mineurs marocains se dressent contre les injures et les coups des chefs, ils s'opposent à cette répression accrue de l'encadrement qui accompagne l'intensification du travail dans les mines. Car les houillères, qui liquident les puits de mine, suppriment un grand nombre d'emplois pour le Nord Pas de Calais, intensifient le travail dans les puits restants.

Pour mieux ajuster les effectifs aux plans de liquidation des mines et occuper des postes de travail toujours plus durs, et sans garantie d'emploi, les Houillères font de plus en plus appel aux travailleurs marocains, en vertu d'accords passés entre l'impérialisme français et la bourgeoisie marocaine : c'est pour cela que les Houillères ont fait appel à un représentant du Consul du Maroc à Lille, pour aller donner l'ordre de reprendre le travail aux mineurs marocains réunis dans leurs baraquements. Tout cela sans succès.

Car les mineurs s'opposent à l'exploitation féroce qui leur est imposée : — embauchés sous contrat de 18 mois, ils sont vidés sans indemnités. Ceux qui participent à une grève se voient toujours refuser le renouvellement de leur contrat.

— recrutés à Agadir, ils sont immédiatement envoyés au fond de la mine, sans apprentissage pour apprendre le maniement des étauçons et autres matériaux. Pas d'apprentissage, donc pas de "frais de formation" pour les Houillères.

— ils sont souvent concentrés dans la taille des galeries de silice, menant aux veines de charbon, c'est-à-dire là où l'ont attrape le plus facilement la terrible maladie des poumons : la silicose.

— quant à la pension pour silicose, les mineurs marocains silicosés ne la touchent jamais : le médecin des Houillères leur dit d'aller se reposer au Maroc, sans les reconnaître comme silicosés. A la fin du congé, le mineur marocain est convoqué à Casablanca où le médecin coopérant français le jugeant silicosé déclare qu'il y a rupture de contrat puisque d'après le contrat, le mineur embauché doit être... en bonne santé. C'est ainsi que la pension saute.

Contre les chefs racistes, contre l'exploitation accrue dans les mines, les mineurs marocains et leurs camarades français continuent la lutte.

Le 28/1/73



lock-out à vittel

A Vittel, la fabrication des bouteilles plastique, secteur-clé de l'usine, est aussi le secteur où l'exploitation est la plus dure : bas salaires, conditions de travail intenable, brûlures, chaleur étouffante. Les 50 OS de ce secteur, les "extrudeurs" ont engagé une série de débrayages pour les salaires. La riposte patronale ne se fait pas attendre, elle est brutale : lock out le 5 février pour les 2000 ouvriers de l'usine. Voilà bien derrière le masque des promesses électorales, la réalité féroce de la dictature de la bourgeoisie.

contre les licenciements, première victoire des grévistes de jeudy

Les 700 travailleurs de Jeudy, à Schirmeck (Vosges), en grève totale depuis le 24 janvier, contre le licenciement de 142 d'entre eux, ont obtenu la suspension des licenciements pour les 18 mois à venir.

A Jeudy, usine de soupapes pour moteur, contrôlée par Floquet Monopole, filiale du trust américain Dana-Corporation, la direction veut réaliser et même accroître la production actuelle avec un effectif réduit. Cela signifie : accélération des cadences pour les ouvriers restants, chômage pour les autres.

La colère des ouvriers de Jeudy est d'autant plus grande que les perspectives d'emploi sont bouchées dans toute la vallée de la Bruche, les licenciements collectifs s'y succèdent en cascade ces dernières années. Pour les travailleurs y compris les paysans ouvriers, les perspectives offertes par le capitalisme, c'est la déportation vers Strasbourg et Mulhouse. Ou bien la déportation vers les autres pays européens : rien que pour le Haut-Rhin et le Bas Rhin, 30 000 ouvriers passent la frontière pour aller travailler.

C'est face à une telle situation que se dressent les travailleurs de Jeudy. Ils ont manifesté, malgré le déploiement massif et répété de forces policières, comme le 25 janvier avec la marche sur Molsheim malgré les flics dont un menaçait de tirer à coups de revolver sur les grévistes ; puis la manifestation devant la sous-préfecture où les ouvriers, face aux garde-mobiles, ont dénoncé le représentant de l'Etat capitaliste, le sous préfet Mazenot ; le député Lehn, UDR, gros notaire du coin, séquestré par les ouvriers qui l'ont sommé de rendre des comptes sur la politique de sa classe, n'a pu s'échapper qu'avec l'arrivée des flics. Enfin, la manifestation à Strasbourg s'est faite face à 10 cars de CRS massés au pont de Kiel, le 26 janvier, et à nouveau le 1^{er} février.

Les patrons de Jeudy auraient bien aimé étouffer "l'affaire" mais, par leur lutte, les ouvriers ont donné aux licen-

ciements une grande résonance dans toute la région, rappelant que le chômage à Schirmeck n'est qu'une manifestation locale d'un problème qui touche gravement toute la classe ouvrière en France.

A cela, les marxistes léninistes et les autres participants au comité de soutien (PSU, Cause du Peuple, GR, ORA, Ligue Trotskyste) ont contribué en popularisant largement la lutte dans les usines, les foyers de travailleurs, les CET, les restaurants universitaires de la région. Les marxistes léninistes ont insisté dans la propagande, sur l'unité nécessaire des immigrés, des frontaliers, des futurs chômeurs sortant des CET et sur le fait que les licenciements à Schirmeck, loin d'être un cas isolé ou un cas de "mauvaise gestion" comme le prétend la CFDT, sont le produit de la domination de la classe capitaliste.

La CFDT, largement majoritaire par rapport à la CGT dans toutes les usines de la région, a essayé de limiter la portée des manifestations, réclamant par exemple, à Strasbourg, d'éviter les embouteillages, un des pontes de l'UD CFDT, Dillinger, s'opposant à un certain nombre de militants CFDT, a déclaré qu'il fallait maintenir l'unité d'action avec la CGT "même si celle-ci n'est pas d'accord avec la lutte."

Quant au fond des "explications" de l'UD CFDT, c'est de défendre les notables locaux : "les maires sont victimes d'une politique venue d'ailleurs", de masquer la responsabilité de l'Etat capitaliste : "les pouvoirs publics sont impuissants" et d'attribuer tout le mal à une mauvaise gestion de certains patrons, "une gestion désinvolte" comme disait déjà la CFDT au moment des licenciements à Controls France, l'an dernier.

Aujourd'hui plus que jamais, dans la vallée de la Bruche et toute la région, l'heure est à l'organisation de la lutte contre le chômage, contre les réformistes et les révisionnistes entravés à cette lutte.

Correspondant Strasbourg 1/2/73



capital assassin hayange - de wendel

Encore un accident du travail à l'usine St-Jacques d'Hayange. Le 13 janvier, un laminaire a été heurté par une barre de fer et a eu le pied droit arraché.

C'est le 3^e accident de travail aux usines Wendel Sidélor d'Hayange depuis la fin décembre :

Un autre laminaire a été tué à l'usine St-Jacques le 2 janvier. Il a été pris dans les arbres de transmission des cylindres de la cage à laminoir.

A l'usine Patural, le 31 décembre un ouvrier a été tué dans un "accident de travail".

Aujourd'hui aux usines d'Hayange, les ouvriers se demandent : à qui le tour ?

Voilà une des conséquences directes de la restructuration chez Wendel-Sidélor : l'augmentation des cadences et de la productivité avec un nombre plus restreint d'ouvriers entraînent toujours plus d'accidents du travail, assassinats du Capital.

Correspondant Hayange

dijon - pesteret

Chez Porteret, filature d'amiante où il y a 40 ouvriers dont 2/3 d'immigrés, la poussière d'amiante est si importante à certains postes que les ouvrières suffoquent : "Ca nous prend à la gorge !". La poussière d'amiante s'accumule dans les poumons, et on sait que l'amiante est cancérigène. En 10 ans, on est sûr d'avoir un cancer (voir le cours sur le cancer de l'école d'infirmières). Les mesures de sécurité à prendre seraient au moins des ventilateurs : or pas de ventilateurs !

Le camion-radio passe tous les ans. A la dernière visite, une ouvrière ayant appris l'an dernier qu'elle avait un poumon taché (lobes secs à cause de l'amiante), et attendant toujours depuis qu'on la suive, réclame que l'on puisse voir les radios et savoir ce que l'on a. L'infirmière dit : "S'il y a quelque chose, vous le saurez, si c'est un début on le signale, si ça s'aggrave le médecin est chargé de vous faire quitter". Or entre les 2 radios, un an ! Et comment se pourrait-il que ça ne s'aggrave pas dans de telles conditions !

Plusieurs ouvrières sont atteintes, mais la direction prétend toujours que les ventilateurs sont inutiles !

ORGANISONS LA LUTTE CONTRE LES MALADIES "PROFESSIONNELLES" !

Correspondant de Dijon

oyonnax : la circulaire fontanet frappe aussi les algériens

Bien que sur le papier la circulaire Fontanet ne touche pas les travailleurs Algériens, dans la pratique il n'en est pas de même.

Dernièrement, une ouvrière algérienne âgée de 62 ans, a fait une demande auprès de la Sécurité Sociale afin de pouvoir percevoir sa retraite. Pour lui établir un dossier, on lui demande entre autres papiers sa carte de résidence. Cette ouvrière travaillait jusqu'en 71 comme employée de maison chez des industriels d'Oyonnax, sa carte étant établie à l'adresse de leur domicile. Depuis elle travaille en usine et loge chez des amis. Pour compléter son dossier, elle a dû se rendre au commissariat pour le changement d'adresse sur la carte de résidence. Le commissaire a refusé de porter l'adresse de ses amis, en lui disant qu'il lui fallait avoir un domicile personnel. Quand on connaît la difficulté que rencontrent les travailleurs immigrés pour trouver des chambres et leur prix ! C'est carrément l'expulsion qui attend cette ouvrière !

Correspondant Oyonnax

strasbourg : des immigrés expulsés... ...et relogés dans une ancienne prison

30 locataires dans une maison délabrée, infestée de rats, au 10 de la rue de la Mairie, tous immigrés. Ceux-ci deviennent gênants lorsque le propriétaire décide de raser "sa" propriété pour construire du neuf : à louer à un prix intéressant, et pas à des immigrés !

En septembre 72, la préfecture établit un arrêt de démolition de cette habitation, bref c'est l'expulsion pour les travailleurs immigrés.

Mais les ouvriers ne l'entendent pas de cette manière. Ils décident d'un commun accord de rester dans leur logement.

C'est alors que la municipalité propose ses bons offices charitables : le relogement d'une vingtaine de locataires (10 étant parti en Afrique du Nord pour les fêtes religieuses, ils ne pèsent pas lourd !)... dans l'ancienne prison de Schiltigheim. Elle promet, il est vrai aux ouvriers, qu'ils n'auront pas de loyer à payer les 6 premiers mois, mais c'est pour essayer de leur faire signer en douce le lendemain un papier comme quoi ils s'engagent à payer leur loyer le 1^{er} de chaque mois !

Les ouvriers refusent : ils n'acceptent pas de vivre à 2 dans des cellules de 7 m², sans WC utilisables, sans

douches, avec seulement quelques vieux poêles même pas montés ! Voilà ce que la bourgeoisie a le culot de proposer aux travailleurs dont elle organise la déportation de leur pays d'origine : une prison désaffectée !

Le lendemain vers 10 h, profitant du fait que la majorité des ouvriers étaient au travail, les flics interviennent avec des "experts" municipaux et le propriétaire.

Les quelques locataires restant résistent. Les flics en réponse les expulsent de force. L'habitation est saccagée, les fenêtres démolies, les volets arrachés. L'ensemble des biens des immigrés est jetté pêle mêle dans un camion des services municipaux, qui dépose quelques minutes plus tard en tas l'ensemble des effets et les quelques biens devant la porte de la prison. Un locataire qui n'était pas là au moment de l'expulsion a perdu la totalité de ses papiers, et en particulier sa carte de séjour et ses certificats de travail.

La lutte s'organise. Deux tentatives d'occuper des ensembles vides appartenant l'un à la mairie, l'autre à l'Education Nationale, ont eu lieu. Elles ont échoué faute de perspectives claires offertes par les révolutionnaires. La lutte continue !

Correspond Strasbourg

NON, UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE, CE NE SERAIT PAS MIEUX !

Si les travailleurs qui croient aux promesses du plan Messmer sont peu nombreux, par contre beaucoup nourrissent encore des illusions sur l'union de la "gauche". Même des ouvriers qui voient bien que le programme commun n'entraînera aucun changement radical, croient que ce sera quand même mieux que le gouvernement actuel. Les 40 h, les 1 000 F, la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 pour les femmes, le plein emploi, c'est appréciable, se disent ces travailleurs. Oui, ce serait appréciable, mais quelle confiance peut-on faire à ceux qui les promettent ? Parce qu'ils sont éloignés des portefeuilles ministériels depuis 15 ans, parce qu'ils croient que sont ainsi oubliés l'ensemble des mesures anti-ouvrières prises à l'époque par eux, "socialistes" et "communistes" ont bourré leur programme de promesses (près de 60 pages) regroupées sous le titre, "changer la vie, vivre mieux". Mais les travailleurs n'ont pas la mémoire si courte ; que faisaient ces hommes de gauche quand ils étaient ministres ?

Depuis plus de 50 ans, les "socialistes" ont appris à gérer les affaires de la bourgeoisie. Leurs crimes contre la classe ouvrière et les peuples opprimés ne se comptent plus ; répression sanglante des grèves de 48 à 53, guerres coloniales en Indochine, et en Algérie, voilà leurs plus récents "titres de gloire". C'est là-dessus que s'appuie Marchais pour "faire la différence avec son parti", pour présenter le P.C.F. comme le plus ferme des partis de gauche, celui qui n'a jamais collaboré avec la bourgeoisie, celui qu'il faut appuyer à ces élections.

C'est blanchir un peu vite le P.C.F. Si sa participation au gouvernement a été limitée aux années 44-47, il n'en a pas moins porté pendant cette période de rudes attaques contre la classe ouvrière : allongement de la semaine de travail à près de 60 h, blocage des salaires et hausse des prix galopante, ce

qui de l'aveu même du P.C.F. s'est traduit par une baisse de 40 % du pouvoir d'achat en moins de 2 ans, instauration du salaire au rendement dans les mines, lourde intensification du travail dans les entreprises nationalisées, augmentation des accidents du travail (2 fois plus d'accidents du travail dans les mines en 47 qu'avant guerre), condamnation et répression de tout mouvement de grève... Quand en mai 47, la bourgeoisie a renvoyé les ministres du P.C.F., ils n'avaient pas démérité aux yeux des exploités. Grâce aux mots d'ordre du P.C.F., tels : "retrouvez vos manches...", "produire, produire et encore produire, c'est la forme la plus élevée de votre devoir de classe", la bourgeoisie a pu exploiter férocement la classe ouvrière pour relever l'économie capitaliste largement endommagée par la guerre.

Aujourd'hui sans être au gouvernement, quotidiennement les faux communistes du P.C.F. donnent un avant goût à la classe ouvrière de ce qu'ils feraient s'ils redevaient ministres. Le programme commun parle de "politique de plein emploi", mais il y a 4 ans, Séguin signait avec le patronat un accord "révolutionnaire" sur l'emploi qui entraînait les licenciements pour modernisation (tel ceux de Wendel Sidélor) ; Le programme commun parle "d'échelle mobile des salaires", mais à Renault, à l'E.D.F., les contrats de progrès signés par les syndicats et présentés par eux comme positifs, comportent une échelle mobile entraînant une véritable baisse du salaire réel des ouvriers. Le programme commun parle d'amélioration des conditions de travail, mais leurs propositions (rotations de postes, aménagement des temps de pause) sont celles là même mises en oeuvre par la bourgeoisie dans certaines usines (comme Renault au Mans), et qui se sont traduites par un surcroît de travail et de fatigue pour l'ouvrier. Le programme commun promet la liberté du droit de grève, mais

chaque fois que les ouvriers en lutte dénonçaient le rôle répressif de l'appareil d'encadrement patronal, ils trouvaient sur leur chemin la CGT qui prônait l'unité avec ces chiens de garde. Le programme commun parle de l'égalité des droits des ouvriers français et immigrés, mais le P.C.F. s'incline devant "les aspects positifs" de la circulaire Fontanet, mais les municipalités P.C.F. expulsent de leurs logements les ouvriers immigrés et rasent les bidonvilles...

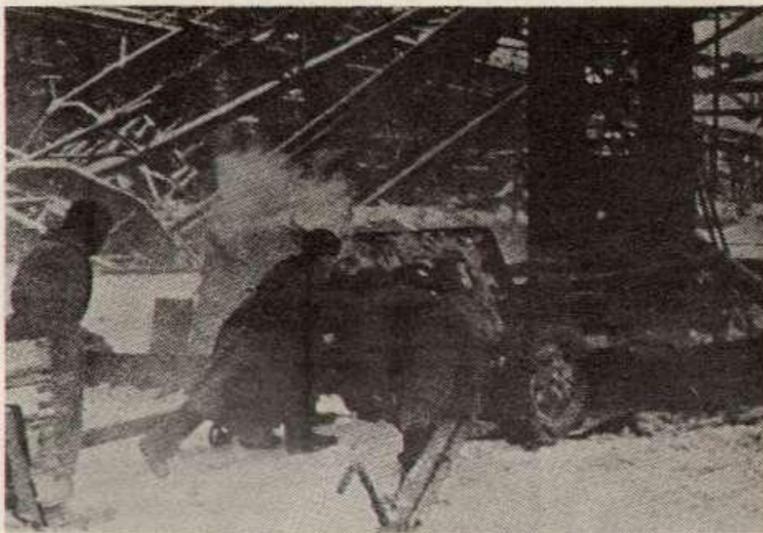
Arrêtons là la liste inépuisable des contradictions entre les promesses du programme commun, et l'activité des partis de "gauche", elle est suffisamment éloquente. Derrière ces promesses de changement, c'est la politique de la bourgeoisie, la politique pour le compte des exploités qui se profile. La bourgeoisie le sait bien. Largement maîtresse des résultats du scrutin, (par le découpage des circonscriptions, l'alimentation des caisses électorales), elle n'envisage apparemment pas aujourd'hui de faire appel au tandem Marchais-Mitterand. Mais si le mouvement révolutionnaire des masses se développait, la bourgeoisie n'hésiterait pas à recourir à une équipe de "gauche", qui avec cette auréole réussirait mieux à tromper les travailleurs, à leur faire accepter leur exploitation et leur oppression au profit de la classe capitaliste.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes affirment : non, "l'union de la gauche" ce ne serait pas mieux pour la classe ouvrière, ce n'est qu'une équipe de gestionnaires de recharge pour la bourgeoisie.

La seule possibilité pour la classe ouvrière de changer réellement ses conditions de vie et de travail, c'est de prendre le pouvoir, de briser par la révolution prolétarienne armée, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, d'instaurer sa dictature sur les anciens exploités.

**le 4 mars, n'allez pas voter
allez plutôt au
MEETING DES C.I.P.
de 14 à 20 h / salle de la Mutualité / Paris**

il y a 30 ans : stalingrad. sous la direction de staline, l'armée rouge écrasait le fascisme.



Maison par maison, usine par usine, la défense de Stalingrad

Le 31 janvier 1943, à Stalingrad le peuple soviétique infligeait aux hordes hitlériennes une défaite écrasante, c'était le tournant décisif de la guerre qui allait aboutir à l'anéantissement du nazisme. La victoire de Stalingrad, ce fut une victoire de la guerre populaire selon un plan minutieusement préparé par le Parti Communiste sous la direction de Staline.

Après la bataille de Moscou en octobre 41 qui fut la 1^{re} défaite nazie de la guerre, Hitler lança en mai 42, des forces énormes contre la partie sud de l'Union Soviétique : 1,5 million de soldats appuyés par le gros des forces aériennes et blindées allemandes, une offensive inouïe en direction du Caucase, la région des champs de pétrole, et de Stalingrad qui selon Hitler "devait tomber en quelques jours". En fait 5 mois plus tard les nazis n'avaient pas réussi à prendre le contrôle de la ville et le 19 novembre l'Armée Rouge lançait la contre-offensive qui, rien qu'aux abords de Stalingrad permit l'encercllement et l'anéantissement d'une armée nazie de 330 000 hommes.

Les raisons de cette victoire ? La défense pied à pied par l'Armée Rouge des ouvriers et des paysans de chaque maison, de chaque usine de Stalingrad qu'ils avaient créés et dont ils étaient les maîtres.

La résistance opiniâtre menée aux côtés de l'Armée régulière par les milices populaires, les groupes partisans ouvriers et paysans, la multiplication des sabotages et des attaques locales sur les arrières de l'ennemi, qui avait été attiré loin à l'intérieur du territoire soviétique.

A Stalingrad, les travailleurs soviétiques furent victorieux non seulement

du nazisme, mais de la réaction internationale qui rêvait de l'écrasement de la patrie du socialisme.

Déjà pendant toutes les années qui avaient précédé l'agression hitlérienne contre le peuple soviétique, en juin 41, les capitalistes espéraient que l'Allemagne nazie, dans laquelle ils voyaient le meilleur rempart contre le communisme, tournerait toutes ses forces contre l'URSS. Ce fut le sens des accords de Munich en 1938 : laisser à Hitler les mains libres à l'Ouest pour se ruier sur l'Etat et la patrie du socialisme. Ce fut le sens du refus des puissances occidentales aux propositions de Staline de former un vaste front de tous les peuples contre le nazisme. C'est pourquoi Staline avait signé le pacte de non-agression germano-soviétique, pour renforcer la préparation à l'affrontement inévitable avec l'impérialisme allemand.

Et si en cet hiver 42, à l'heure de la bataille de Stalingrad, l'URSS portait l'essentiel du poids de la guerre, avec la majorité et les meilleures des divisions nazies concentrées contre elle, ce n'était pas un hasard. C'est que les gouvernements américains et anglais n'avaient pas répondu aux demandes répétées de Staline d'ouvrir un 2^e front à l'Ouest pour desserrer l'étau sur l'URSS.

La victoire de Stalingrad mettait fin aux espoirs de tous les impérialistes de voir le régime socialiste succomber sous l'agression étrangère, ce fut une victoire historique pour la classe ouvrière et les peuples du monde entier. Une victoire ineffaçable malgré la restauration du capitalisme en URSS par le renégat Krouchtchev et ses successeurs Brejnev et Kossyguine.

ronis - lyon ; la cgt défend la hiérarchie...

...et attaque les révolutionnaires

Le 25 janvier, les camarades de Front Rouge ont diffusé devant Ronis (Vaise) un tract où ils dénonçaient les accidents de travail et la répression dans l'usine, en montrant la cause profonde : la loi du profit maximum. Ils dénonçaient aussi le silence complice de la CGT bien trop occupée à faire avaler aux ouvriers le principe de l'augmentation en %. Notre tract suscite l'enthousiasme général... sauf celui de la CGT qui arrache les tracts aux diffuseurs, les insulte, les bouscule, tente d'empêcher les ouvriers de le lire...

La CGT, le lendemain diffuse un tract-torchon où l'on peut lire : "Nous posons la question à ces soi-disant marxistes de Ronis : ils disent que les augmentations en pourcentage favoriseraient les chefs ; mais même une augmentation en chiffre, qui empêchera la

direction de la donner aussi aux chefs ? De plus, l'augmentation en pourcentage est tout à fait logique, car sans cela nous arriverons à un tassement des salaires, qui supprimerait la hiérarchie. Que deviendrait alors un professionnel, par rapport à un manoeuvre ? A un manoeuvre, à quoi cela lui servirait-il d'apprendre un métier. L'OS n'a-t-il pas besoin du professionnel ?"

Non contents de bénir le système de la hiérarchie que les ouvriers dans les dernières grandes grèves remettent en cause, ils dénoncent en plus et nominalement un ouvrier révolutionnaire de l'usine. Son crime suprême, c'est d'avoir dénoncé le programme commun. Son crime c'est aussi de vouloir rester dans la boîte : "Simple remarque pour conclure : pourquoi ces soi-disant marxistes-léninistes de Ronis

n'ont-ils pas eux-mêmes le courage de distribuer les tracts qu'ils signent ? Allons, un peu de courage, si vous avez des propositions sérieuses à faire aux travailleurs, faites le au moins avec vos petits collègues de Ronis, comme vous dites. A la CGT, nous sommes sérieux, nous les donnons nous-mêmes nos tracts..."

Nous avons immédiatement riposté par un tract dénonçant leur rôle de flic, les attaquant sur la hiérarchie des salaires, donnant clairement les axes de notre travail. Ils nous ont à nouveau insulté, agressé, et à bout d'arguments, nous ont crié de partir parce qu'ils avaient appelé les flics. Une telle attitude, plutôt que de nous isoler sur l'usine nous aidera encore plus clairement à les dénoncer comme traitres à la classe ouvrière, collabos des patrons.

Correspondant Ronis

gestionnaires de l'impérialisme...

Paul Verges est secrétaire général du Parti "communiste" réunionnais, le rejeton local du P.C.F. Et il vient de porter plainte contre Debré. Pensez donc, Debré avait accusé le P.C.F. de revendiquer... l'indépendance.

Quelle injure en effet, pour le P.C.F. : il y a bien longtemps qu'il a jeté aux orties la revendication de l'indépendance, et il se contenterait bien volontiers de l'autonomie, une nouvelle forme de collaboration avec l'impérialisme français. Et du reste, nulle part, dans le programme commun de son grand frère, le P.C.F., il n'est question d'indépendance pour les DOM-TOM.

Quelle injure, en effet, pour les révisos, car c'est les confondre avec les nombreux révolutionnaires et patriotes qui luttent pour l'indépendance de la Réunion et des autres DOM TOM !

...et gestionnaires du capital

"Jamais plus les socialistes ne doivent collaborer au pouvoir pour gérer les affaires de la bourgeoisie". Bel aveu dans la bouche d'un connaisseur, Guy Mollet, vieux routier de la gestion "socialiste" du Capital. Il a beau jeu de regretter les sinécures ministérielles du passé au moment où... il s'apprête à remettre ça. Car, dans le programme

commun, c'est bien encore la gestion du Capital qui est en jeu.

fois la gestion du capitalisme qui est en jeu.

la main dans le sac

en vente : les brochures front rouge

- les OS face à l'intensification du travail 2 f.
- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f.
- l'interim : organisation et exploitation du chômage 2 f.
- le programme commun de la "gauche" : un programme bourgeois ! 2 f.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonnement d'1 an cocher la somme choisie

NUM
PRENOM
ADRESSE

50 f. 100 f. 200 f.

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pti normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pti fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

abonnement : 3 mois : 5 f

VIGILANCE

Nixon n'a pas renoncé à dominer l'Indochine

A en croire la presse et la radio, l'armée US aurait cessé tout combat en Indochine. Nixon serait même le seul des 4 signataires de l'accord à l'appliquer intégralement. C'est vite oublier que l'aviation US continue à bombarder le Laos et le Cambodge, en violation de l'accord. Nixon n'a pas renoncé à son rôle de gendarme en Indochine. C'est ce que nous devons faire savoir, en exigeant le retrait total des forces d'Indochine.

NIXON, ASSEZ DE MANOEUVRES, HORS D'INDOCHINE !

La presse et la radio rejettent sur le GRP la responsabilité des violations de l'accord. Au mieux, quand les journalistes bourgeois reconnaissent l'agressivité de Thieu, ils prétendent qu'il agit seul, contre l'avis de Nixon. La vérité, c'est que le GRP et la RDV respectent l'accord, que la clique Thieu l'a violé à plusieurs reprises, et qu'elle ne peut agir sans l'accord et l'appui de ses maîtres de Washington. Nixon n'a pas renoncé à dominer le Vietnam et il agit aujourd'hui, par l'intermédiaire de son fantoche Thieu. Nous devons exiger de Nixon la cessation de toute aide à la clique Thieu et le respect total de l'accord.

THIEU, FANTOCHE US, FASCISTE, FAUTEUR DE GUERRE !

La presse et la radio prétendent que tout est réglé en Indochine, que les accords mettent un point final à la guerre d'Indochine. Nous devons montrer que cette grande victoire n'est qu'un pas, que la lutte pour l'indépendance continue sous d'autres formes, jusqu'à la victoire totale, et que, si les US-Thieu refusent d'appliquer l'accord, le FNL et les Forces Armées Populaires de Libération sauront le lui imposer.

FNL VAINCRA !



Halte à la liquidation des patriotes

US-THIEU fauteurs de guerre

Une semaine après la signature du cessez-le-feu, Nixon et son fantoche Thieu ont déjà à plusieurs reprises violé les accords qu'ils avaient signés.

- L'aviation US continue à bombarder le Laos et le Cambodge. Sullivan, secrétaire d'état US a clairement déclaré : "dans la période qui nous sépare d'un éventuel cessez-le-feu au Laos, nous allons continuer à fournir un appui aérien aux forces royales Laotiennes". Et dans le même temps, l'armée US agrandit les bases de B52 en Thaïlande. C'est une violation de l'article 20 des accords : "Les pays étrangers mettent fin à toutes les activités militaires au Cambodge et au Laos".

- Une semaine après, l'armée fantoche continue les combats. Un de ses généraux a même dit le 29 janvier : "nos forces dégageront les routes nationales à n'importe quel prix, en dépit du cessez-le-feu". C'est une violation de l'article 3 : "les parties s'engagent à maintenir le cessez-le-feu".

- Le vice-président US Agnew a déclaré le 30 janvier : "le gouvernement de la République du Sud Vietnam (Thieu) est le seul gouvernement

légitime". C'est une violation de l'article 4 : "Les USA cesseront leur ingérence dans les affaires intérieures du Vietnam du Sud".

- La clique US-Thieu a déclaré qu'il n'était pas question de réconciliation pour l'instant, que les communistes pris dans les zones qu'elle contrôle seraient fusillés, et elle interdit à la population d'arborer le drapeau du FNL. C'est une violation de l'article 11 qui prévoit la réconciliation nationale et les libertés démocratiques.

- La clique Thieu maintient en prison et menace de liquider 300 000 prisonniers politiques. C'est une violation de l'article 8 qui prévoit leur libération.

- La clique Thieu a, pendant plus de 20 h, exigé que les représentants du GRP et de la RDV à la commission militaire mixte signent une feuille d'immigration au Sud-Vietnam. C'est une violation de l'article 1 qui prévoit "l'unité du Vietnam" et de l'article 16 qui prévoit la "formation immédiate d'une commission militaire mixte".

Des fauteurs de guerre, voilà ce que sont Nixon et son larbin Thieu. Ils ne peuvent admettre qu'à l'heure du



une victoire de la guerre du peuple... ...niée par les révisionnistes

L'accord qui vient de sanctionner la grande victoire militaire et diplomatique du peuple Vietnamien, est une nouvelle preuve éclatante que la guerre du peuple est invincible. Les révisionnistes redoublent d'efforts pour cacher cette vérité. La Pravda du 28 janvier osait écrire : "la liquidation d'un des foyers de guerre les plus dangereux est une nouvelle confirmation du fait que la raison et le réalisme, l'aspiration à la solution des problèmes litigieux par les voies pacifiques, au moyen de pourparlers, se renforcent dans les relations internationales". Quelle injure aux vaillants défenseurs de Hanoï et de Haiphong en décembre, aux héroïques combattants Vietnamiens qui ont lutté 30 années les armes à la main pour imposer l'accord à l'impérialisme US ! Même son de cloche à Paris. Certes, ce n'est pas encore tout à fait la paix, écrit J.-E. Vidal dans l'Humanité du 26 janvier, mais "la garantie de la paix, il y en a une, c'est le désengagement des USA, c'est l'assurance donnée que les USA n'interviendront plus dans les affaires intérieures du Vietnam". Une fois de plus, les révisionnistes cachent la véritable nature agressive de l'impérialisme. Car il leur faudrait aussi avouer que la lutte armée contre l'impérialisme est la seule issue pour les peuples du monde, et que "le peuple vietnamien reste en armes, c'est la meilleure garantie pour que l'accord de janvier soit respecté". Comme disait l'édito de Front Rouge n° 56.

cessez-le-feu, des centaines de milliers de patriotes, qui jusqu'alors luttèrent clandestinement, sont apparus au grand jour, sur tout le territoire du Sud-Vietnam, et ont hissé le drapeau du FNL. Ils ne peuvent admettre que les FAPL depuis une semaine défendent énergiquement les zones libérées contre les agressions de l'armée fantoche. Quand la population de Dalat manifeste par milliers en faveur du GRP, voilà ce que les US-Thieu, et la presse française en écho, appellent une violation de l'accord par le GRP. En dépit des accords les US-Thieu n'ont pas renoncé à imposer leur domination au peuple Vietnamien.

Quant aux patriotes, s'ils sont décidés à respecter l'accord, ils ne sont pas prêts à renoncer à ce qu'ils ont de plus précieux, la paix, l'indépendance, et la liberté. C'est ce que déclarait Radio-Libération le 29 janvier : "Le FNL observant scrupuleusement les dispositions du cessez-le-feu... est résolu à lutter pour la paix, à défendre les zones libérées... et à écraser toutes les machinations et actes de sabotage entrepris par l'ennemi en violation de l'accord".

vous améliorez le sort des paysans, nous n'aurons plus de main-d'oeuvre". En plus de telles famines leur procurent de fabuleux bénéfices, il n'est en aucun cas question pour eux d'y renoncer.

En Chine socialiste, alors qu'en 1920 une sécheresse presque aussi grave avait fait 20 millions de morts et de sinistrés, en 1972 la récolte a été bonne. Dans les 5 provinces les plus touchées, la production d'ensemble de céréales n'a que légèrement diminué par rapport à 1971, année particulièrement bonne, dans certaines même, elle a augmenté. Dès la Libération, en même temps que l'abolition du système d'exploitation féodale (celui qui existe toujours en Inde), la lutte était engagée sur le front de la production avec comme axe la directive du Président Mao : "se préparer en prévision

US-THIEU fascistes

300 000 prisonniers politiques sont en danger de mort dans les bagnes de Thieu. Parmi eux, des dizaines de milliers d'étudiants, d'intellectuels, représentant la 3^e force, arrêtés pour avoir participé à des mouvements contre la guerre, des milliers de paysans, comme ceux de la région de Hué, déportés en août 72 à Poulo Condore pour "les protéger des troupes communistes". Des milliers d'enfants comme les 800 garçons et fillettes qui résistent contre les travaux forcés au bague pour enfants de Dalat. Des milliers de combattants des FAPL...

"Pour eux, il n'y a pas de libération possible, témoignent Debris et Menras (2 jeunes Français qui ont passé 2 ans et demi dans les prisons de Thieu). S'ils sortent, ils vont raconter ce qu'ils ont vu. En plus, ce sont des cadres solides forgés dans la vie des prisons, très utiles pour les futures luttes politiques. Thieu se prépare à liquider, à exterminer, comme dans les camps nazis".

Déjà, depuis le début de 73, les US-Thieu ont classé en toute hâte les prisonniers politiques détenus dans les

prisons de Can Tho en prisonniers de droit commun pour éviter d'avoir à les libérer. C'est le début de la réalisation de leur plan de liquidation des prisonniers politiques. A la prison de Chi Hoa à Saigon, des détenus politiques sont évacués ailleurs soi-disant pour les libérer : on n'entendra sans doute plus jamais parler d'eux. Le régime pénitentiaire, déjà inhumain, s'est encore aggravé avec la réduction des rations alimentaires. Les gardiens mettent du poison dans la nourriture des prisonniers. Le manque de soins médicaux laisse entre la vie et la mort de nombreux malades atteints de dysenterie et de paralysie. A la suite des tortures subies, de nombreux détenus sont mutilés à vie, certains ont perdu la raison.

Ces crimes perpétrés à l'encontre des patriotes illégalement détenus par les US-Thieu doivent être vigoureusement dénoncés.

**HALTE A LA LIQUIDATION DES PRISONNIERS POLITIQUES !
LA CLIQUE US-THIEU PAIERA POUR SES CRIMES !**

"indomptable"

"On nous entendait crier de loin. Des détenus en corvée s'arrêtaient en chemin pour tendre l'oreille. Le soldat qui les escortait demanda :

- d'où viennent ces cris terrifiants ?
- des cages à tigres ! des cages à tigres !
- sûrement, on torture encore les non-renués !

Depuis le début des arrosages (1), le bague 2 était plongé dans un état de tension extrême, fait d'anxiété, de compassion, d'admiration, d'estime et de haine.

L'arrosage s'accompagnait inmanquablement de régime au "riz blanc". Riz glacé, privé de vitamines, ce qui nous rendait d'autant plus sensibles au froid. Accompagné de poisson de rivière en marinade, mais mélangé de son et de sciure de bois.

Le camarade Nguyen Minh, aussitôt le premier arrosage, commença sa grève de la faim. Pensant que l'ennemi avait atteint la limite de la barbarie et nous accablait à la mort sans quartier, il joua son va-tout en faisant la grève, dans l'espoir de le stopper. Au bout de cinq jours et cinq nuits, l'ennemi dut le faire transporter dans une cellule du bague 2 (...)

Le père Ngoc occupait la cage 30, voisine de la mienne. Sachant qu'il n'était pas membre du Parti, l'ennemi lui lançait toujours avant de l'arroser :

- Qu'est ce que vous devez donc aux cocos pour vous attacher à eux jusqu'ici même pour crever ?

Et le père Ngoc de répondre toujours pareillement :

- Les communistes ont libéré le pays et le peuple, c'est cela que je leur dois ! J'ai vécu pas mal d'années, j'ai connu le bonheur, le malheur, il ne me manque plus qu'une mort glorieuse, et c'est pourquoi je me suis attaché à eux pour mourir en révolutionnaire...

Ce passage est extrait du récit fait par Nguyen Duc Than, cadre du Parti communiste, arrêté en 56 par la police saïgonnaise, et interné jusqu'en 64 dans les cages à tigres du bague de Poulo-Condore. C'est le récit extraordinaire de la lutte que mènent les prisonniers politiques pour maintenir haut levé le drapeau de la Révolution et du Parti face à toutes les tentatives des fantoches de Saigon pour les faire renier. Il nous montre la volonté "indomptable" (c'est le titre de cet ouvrage) des combattants Vietnamiens. Il montre comment, dans les pires conditions, le Parti a su organiser et diriger cette lutte, comment, du fond de leurs cages à tigres, les derniers survivants du bague n° 1 ont fait plier l'ennemi. Il montre, enfin, pourquoi rien n'arrêtera la lutte du peuple Vietnamien vers la victoire totale.

(1) seaux d'eau glacée jetée sur les détenus d'une hauteur de 4 mètres.

Vous pouvez commander "Indomptable" à :
Librairie Populaire, BP 84 69397 Lyon Cedex 3
Expédition franco de port contre un versement de 14 F par chèque ou mandat.

martigues :

echec aux manœuvres policières contre le CIP

Samedi 20 janvier, le Comité Indochine-Palestine de Martigues avait organisé une réunion de soutien aux peuples d'Indochine et de Palestine. Prétendant que le film Vietnamien qui devait être passé n'était pas en règle, alors qu'il avait été normalement loué à un organisme officiel, les flics de Martigues ont tenté de saboter la réunion en emportant le film. Ils n'ont pu arriver à leurs fins, car ils furent entourés par une quarantaine de camarades, travailleurs français et immigrés venus participer à la réunion, et ils durent battre en retraite.

Peu importe le prétexte, ils en trouveront toujours un. Les flics de cette ville n'en sont pas à leur coup d'essai :

déjà en juillet dernier, ils avaient tenté de saboter une réunion tenue par les marxistes-léninistes de Front Rouge. Aujourd'hui ils sont prêts sans doute à aller beaucoup plus loin pour liquider tout soutien aux peuples en lutte contre l'impérialisme. Valets de la bourgeoisie française, ils ont fait leur travail de collabos de l'impérialisme US.

Suivant l'exemple de nos glorieux camarades Indochinois et Palestiniens, de telles pratiques ne peuvent que renforcer notre détermination dans le soutien à ces luttes justes. La réunion s'est tenue malgré cette flicaille.

Correspondant Martigues.

en chine, victoire du socialisme contre la sécheresse

Une sécheresse sans précédent s'est abattue dans les provinces du nord de la Chine et de l'Inde, compromettant gravement les récoltes de céréales.

Résultats en Inde : augmentation vertigineuse des prix (80% en quelques mois pour le riz, le pot d'eau est vendu à 2 ou 3 roupies), des foules affamées prennent d'assaut les stocks de vivres, des milliers de morts (les autorités se gardent bien de donner des chiffres), l'épuisement total des stocks. Le gouvernement indien qui jurait de ne plus jamais importer, se voit dans l'obligation d'y recourir à nouveau. Or, cette situation, certes exceptionnelle n'avait rien d'inattendu. De telles sécheresses se sont déjà produites dans le passé, mais les grands propriétaires fonciers se sont toujours opposés à ce qu'on commence les travaux d'irrigation pour éviter le retour des famines : "si

d'une guerre et des calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple". Une partie de la production industrielle a été mise au service de l'agriculture (machines, équipements pour l'irrigation, les ouvrages hydrauliques, le drainage, engrais). A partir de 1966, la Chine Rouge a constitué et accru chaque année ses réserves, ce qui permet aux prix de rester stables aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

De tels résultats n'ont été obtenus que parce que le PCC a su mobiliser les masses dans cette édification du socialisme, dans l'esprit de compter sur ses propres forces, dans l'esprit de lutte contre le retour du passé. Ainsi dans la province du Honan, le district de Linshien était victime de la sécheresse 9 années sur 10, l'eau y était aussi précieuse que l'huile. La population

tout entière s'est mobilisée sous la direction du Parti pour triompher des hautes montagnes et aménager à travers les escarpements des Monts Taihang, un canal de 1500 km, le canal du Drapeau Rouge. Le problème de l'eau potable a été résolu. Un réseau d'irrigation a été établi. Le district qui devait demander chaque année à l'Etat 10 000 tonnes de céréales, lui en livre depuis 1964, 20 000 tonnes par an. La surface des terres irrigables est 10 fois plus importante qu'à la Libération dans la province du Honan, et en 1972, malgré la terrible sécheresse, la production a augmenté de 15% par rapport à 1971.

Voilà ce qu'obtiennent la classe ouvrière et la paysannerie pauvre quand elles sont au pouvoir !